

Jouhaux, Frachon - et Villiers  
(du Conseil National du Patronat Français)



## Les élections approchent

Les élections municipales auront lieu en octobre et on peut déjà saisir dans les manœuvres des divers partis le souci croissant de trouver une clientèle ou de raffermir le rôle des fidèles.

Les partis de la réaction traditionnelle accentuent leurs campagnes contre le dirigisme. Ils tirent gloire des décisions prises par le gouvernement dans ce domaine et sont certains de conserver et d'affermir leurs positions : le petit commerce, le petit trafic, la payannerie possédante, les classes moyennes, les déshérités de la guerre, avec l'espoir d'une renaissance économique grâce à l'appui des conservateurs U.S.A. Et peu importe que le regroupement se fasse sous l'étiquette P. R. L., M. R. P., ou R. P. F.

Le parti communiste veut rentrer au gouvernement. Ainsi l'exige l'intérêt présent de l'Etat stalinien. Il faut que les communistes retrouvent leur puissance d'il y a un an pour faire échec à l'entrée de la France dans le bloc occidental. Tous les moyens sont employés : que (et que la C. G. T. communiste) pression des grèves à exploitation politique, morcelée pour qu'elles ne puissent se généraliser et passer au stade révolutionnaire ; et depuis peu négociations directes avec le patronat. Dans cette dernière manœuvre, les ex-confédérés — l'arbitre plus ou moins conscient des staliens — ne voient qu'une des formes de la collaboration des classes, ni plus ni moins honteuses que les autres, et ce sont parfaitement avec ce que le ministre Jouhaux appelle le syndicalisme constructif.

Quant aux staliniens, ils gagnent sur deux tableaux : ils ennervent M. Ramadier et se donnent un brevet de syndicalisme indépendant de l'Etat. A tel point que M. Claude Bourdet s'y est trompé. Il écrit dans « Combat » un article intitulé « Reflux » et au cours duquel, à côté d'excellentes analyses, on trouve cette idée que la classe ouvrière abandonne l'étatisme sous la houlette de P. C., marquant ainsi une étape de la vie du socialisme occidental ! Nous avons de l'estime pour les connaissances, la franchise et la lucidité habituelle de M. Bourdet. Cette fois, il a pris le mauvais chemin stalinien — et qui peut durer — pour quelque chose de comparable à la renaissance de l'anarcho-syndicalisme. L'esprit anarcho-syndicaliste renaît certes, mais ailleurs — et c'est sous d'autres signes que la classe ouvrière se détache des processus étatiques. Le P. C. d'ailleurs aura du mal à donner le change et sa manœuvre ne fait que traduire son désarroi devant ses pertes d'influence.

## LE PLAN MARSHALL

L'ANGOISSE qui pèse sur l'humanité est telle que nous comprenons la joie de la classe ouvrière avec lesquels fut accueilli ce qu'on appelle le Plan Marshall. Et, malgré notre conviction profonde qu'aucune demi-mesure ne peut rien résoudre, nous serions, nous aussi, heureux de ce qu'une réorganisation de l'Europe, même dans le cadre du capitalisme et de l'Etat, puisse sauver de la famine d'abord, de la guerre ensuite. La récente tragédie des peuples et celle qui les menace sont telles que nous admettrions sans réticence tout ce qui pourrait pallier à l'une, éviter l'autre.

Quelles sont les raisons profondes de l'initiative du général Marshall ? Et d'abord, le général Marshall a-t-il obéi à sa seule pensée, à sa seule volonté ? Nous savons que non. Derrière lui, il y a des forces. Lesquelles ? Tout est si complexe, si enchevêtré dans l'âme humaine, dans la situation politique et économique nationale et internationale, qu'il est difficile de répondre d'une façon unilatérale. Peut-être subsiste-t-il un peu de l'idéalisme de Roosevelt ? Peut-être désire-t-on, aux Etats-Unis, éviter l'effondrement de l'Amérique, qui se représenterait sur l'Amérique même. Certainement le capitalisme américain ne peut sauver un marché qui est indispensable à sa stabilité.

On sait le développement prodigieux de la production industrielle des Etats-Unis pendant la guerre mondiale. De 1939 à 1945, l'indice général de production est passé de 100 à 185, mais en 1945 celui de la seule industrie, était à 219. La reconversion aux industries de paix s'est faite très rapidement.

Or, le capitalisme américain a besoin, de par son organisation technique ultra-moderne, de produire sur une vaste échelle. Un ralentissement du travail suppose une perte générale des bénéfices, par la descente à un niveau au-dessous duquel les frais généraux sont trop élevés pour que la production soit rémunératrice.

ce — consécutives aux difficultés du jeu qui lui est imposé à la fois par l'intérêt du Kremlin et par l'intérêt de sa bureaucratie déshéritée.

Nous en verrons bien d'autres, d'ici octobre, avec les acrobates du parti soviétique communiste.

Mais celui qui, incontestablement, tient actuellement le maillot jaune dans la course à l'électorat ou au ridicule, c'est le parti socialiste. — Qu'il soit bien entendu, une fois pour toutes, que nous combattons les partis et non leurs adhérents, nous pouvons, au plus, rallier le jobardisme. — Attristons-nous aujourd'hui à la magnétique performance que constitue le débat sur les crédits alloués aux fonctionnaires. M. Ramadier, socialiste, présente un projet réactionnaire appuyé sur des arguments fallacieux, aux dires de MM. Le Léop, Neumeyer, Lavergne, papes du syndicalisme réformiste, et d'obédience socialiste.

M. Pineau, socialiste, appuyé par l'opposition du groupe parlementaire S.F.I.O. propose une résolution plus avantageuse pour les fonctionnaires. Ainsi, on tente de sauver le crédit de Le Léop qui a obtenu que le Cartel des Services publics n'engage pas la grève — le « Libérateur » prophétisait la semaine précédente : « La Guerre de Troie n'aura pas lieu » — et on s'assure l'appui électoral des fonctionnaires. Mais M. Ramadier, socialiste, s'oppose à la résolution de Pineau. René Mayer, radical, en profite pour ridiculiser les socialistes et Jacques Duclos, sans insister naturellement, rappelle qu'il y a des économies à faire sur le budget militaire. Des économies ! Pas plus. Enfin, M. Ramadier fait quelques promesses d'aménagement des crédits — sans en modifier le montant. — Et les députés socialistes, suivis des communistes, retirent leur proposition.

Encore quelques tours de ce genre et la S. F. I. O. n'aura plus besoin de fatiguer ses militants pour la campagne électorale. Car le tout n'est pas de tenter des manœuvres, il faut les réussir. En cette matière, depuis longtemps, le parti socialiste a trouvé son maître.

Nous suivrons les joutes avec attention. Et il y aura du sport d'ici octobre.

Mais nous pouvons gager, dès maintenant, que les travailleurs des services publics iront grossir le nombre des abstentionnistes conscients, de ceux qui disent non à l'ambroisie comédie, et qui rejoignent, au sein des syndicats révolutionnaires, et dans la Fédération Anarchiste, les combattants de l'action directe.

On conçoit donc que le capitalisme américain veuille prendre des mesures de précaution. L'Europe peut être un excellent débouché. Le capitalisme américain est trop intelligent pour ne pas comprendre que seule une économie restaurée, ou en voie de restauration, peut acheter et payer. Ainsi l'intérêt à aider l'économie européenne à se réorganiser. Il ne s'agit pas, pour lui, de faire travailler à bon marché l'ouvrier européen. Il n'a pas besoin de ses produits. Il craintrait au contraire le dumping qui pourrait compromettre son expansion commerciale sur le globe. Mais un mort ne consomme pas, et il faut empêcher l'Europe de mourir.

Parce que, même chez nos adversaires, nous aimons trouver la sincérité sans laquelle il faudrait désespérer de l'humanité, nous reconnaissons qu'il peut y avoir, de la part d'une partie de l'opinion publique américaine, chez des gouvernants en qui subsiste l'influence rooseveltienne, et chez le général Marshall lui-même, un désir réel d'aider, sans trop calculer, à la reconstruction de l'Europe. Le conflit peut aller de pair avec l'intention noble. Mais ce qui, est tragique.

(Suite Page 2)

# Le Libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration :  
145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10<sup>e</sup>)  
C. G. Postal : JOULIN Robert, 5561-76 Paris.

Fondé en 1895 par  
Louise MICHEL et Sébastien FAURE

ABONNEMENTS :  
France et Colonies : 6 mois, 140 fr. ; 1 an, 280 fr.  
Autres pays : 6 mois 190 fr. ; 1 an, 380 fr.

## AMNISTIE TOTALE !

Oui ! totale, car nous en avons assez de ces discussions, de ces « bla-bla-bla » de Palais-Bourgeois qui remettent à l'heure suivante depuis des mois une question qui nous tient à cœur.

Oui, nous la voulons totale, cette amnistie, pour que l'on oublie personne, et que l'on ne fasse pas de différence entre les condamnés militaires, les insoumis, les déserteurs de la boucherie impériale, les condamnés politiques et les autres.

Car, enfin, par qui furent jugés les « coupables » sinon par nos maîtres d'hier et ceux d'aujourd'hui ou par ceux qui les servent.

Et de quel droit ces gens-là se permettent-ils de juger leurs semblables, de leur infliger des peines ?

Il est fort au nom du peuple souverain avec l'autorité qu'ils s'octroient sans que le peuple — qui se pleie, hélas, à cette autorité — puisse rien dire ou émettre aucun avis. On se garde bien de le consulter, le peuple, lorsqu'il ne s'agit plus d'élection ! Si l'on consultait le peuple et qu'on lui pose par exemple cette question au moment où on le jette dans la guerre : « Répondre par oui ou par non, si vous êtes ou n'êtes pas partisan de faire la guerre », croit-on que les « oui » seraient nombreux ?

Ah, mais, nous ne le consultons pas, le peuple, pourquoi nos maîtres se permettent-ils de jeter et de garder en prison en son nom, des hommes qui ont simplement refusé leur participation à l'entreprise de boucherie que le peuple abhorre, des hommes qui ont tout simplement voulu sauver leur peau ? Pourquoi cela, sinon parce que nos maîtres ont besoin de la guerre, que l'assassinat collectif leur est utile ?

Pourquoi nos maîtres — qui nous refusent des salaires vitaux, qui créent le chômage pour augmenter leurs sources de profit et pour augmenter de leur situation — se permettent-ils de jeter et de garder en prison des hommes ?

Si ces hommes, privés de travail et plongés dans la misère, volent, et vont même jusqu'à tuer pour voler, c'est bien souvent leurs conditions misérables d'existence qui les ont conduits à.

Et pourquoi des bandits capitalistes s'arrogent-ils le droit d'enfermer ces riches malchanceux ou de les tuer, si ce n'est dans le seul but de préserver leur propre fortune ?

Pourquoi, enfin, nos maîtres, ceux d'aujourd'hui comme ceux d'hier, se permettent-ils de tuer ou de garder en prison des hommes ayant une conception politique, philosophique ou sociale différente de la leur ? Oui, pourquoi font-ils cela, si ce n'est pour rester les seuls maîtres, les seuls politiciens, les seuls penseurs, les seuls syndiqués.

Est-ce cela la Justice ?

Est-ce cela la Liberté ? la Fraternité ? l'Egalité ?

Cette hypocrisie n'est pas celle du Peuple. C'est celle que nous imposons nos maîtres.

Nous voulons notre Justice et notre Liberté !

Que le peuple l'exige donc de ses politiciens discordeurs, incapables d'accomplir d'un décret d'amnistie, alors que Thorez a été amnistié puis proposé à la présidence du Conseil !

Avez-vous songé que ce 14 juillet 1947 où l'on s'est soulevé, où l'on a dansé en souvenir de la « Prise de la Bastille » aurait pu être le jour de sortie de tous nos prisonniers ? Qu'il aurait pu être le jour de la libération des prisonniers militaires allemands — que l'on traite comme de véritables esclaves deux ans après la cessation des hostilités ?

Si les politiciens s'obstinent à ne pas vouloir ouvrir les prisons, le Peuple doit se souvenir de son exploit de 1789 et se décider enfin à les ouvrir lui-même toutes grandes. Qu'il chasse, une fois pour toutes, des postes qu'il détestait par tromperie, les magistrats « du peuple » et avec eux tous ces budgétivores de ministres et de députés ! Et que ce soit pour enfin la société libérée, où les prisonniers seront de mauvais rêves, et où la Justice et la Liberté ne seront plus de vains mots.

Pour l'amnistie totale, à l'action !  
LE LIBERTAIRE.

### C'EST UN REPORTAGE DU "LIBERTAIRE"

## Donnez-nous aujourd'hui notre pain quotidien...

A ce vœu des peuples, les ministres ont répondu comme il se doit en prenant part à quelques gueuletons

LE GRAND-PALAIS était, la semaine dernière, superbement aménagé et entouré de nombreuses voitures de luxe. Il s'agissait de recevoir dignement trente-quatre ministres du Ravitaillement et dix-huit de l'Agriculture, venus de tous les points cardinaux pour inciter le peuple souverain à fêter son avènement historique par une petite danse devant le buffet.

Ce dernier était, d'ailleurs, bien garni, et sans tickets. Toute une armée d'officiels, de journalistes, de secrétaires, sténographes, dactylos, interprètes et traducteurs, sans compter la police en civil et en uniforme, le service d'ordre et les pompiers, se démenaient joyeusement. Rien n'avait été sacrifié de ce qui pouvait faire le confort des délégués. Une grande salle pour les séances plénières était aménagée pour trois cents personnes, et trente-cinq salles, pas une de moins, offraient un cadre approprié aux séances des commissions et sous-commissions.

La « Conférence des Céréales » (telle est la formule adoptée par la presse) faisait suite à un cycle de rencontres internationales inaugurées à Hot Springs, U.S.A., en 1943. Il s'agit, une fois de plus, d'organiser, au mieux des intérêts capitalistes représentés, l'écoulement des excédents de production américains. Les conférences

de Washington et de Londres, en 1946, n'eurent pas d'autre but, ni d'autre « résultat ».

Cependant, cette année, la sous-consommation mondiale a pris un caractère catastrophique. Cette crise est due à divers facteurs.

1<sup>o</sup> Baisse de rendement à la production (manque d'engrais, de semences, d'attélagés, champs dévastés, etc.) ; épuisement des sols arables ; épuisement des stocks.

2<sup>o</sup> Augmentation de la population, en particulier dans les villes, et ce malgré les ravages de la guerre.

3<sup>o</sup> Désastres provenant du déboisement et des anomalies du climat : gelées tardives, inondations, sécheresses et autres plaies « naturelles ».

Batrônée par des organismes yankees, la Food and Agricultural Organisation et l'International Emergency Food Council, la conférence avait pour but d'examiner quelles sont les ressources mondiales en céréales, et d'en « harmoniser » la répartition. Notons que plusieurs pays producteurs, comme l'U.R.S.S. et l'Argentine, n'étaient pas représentés. L'Espagne avait été écartée pour des raisons « idéologiques ».

Manifestement la conférence s'insère dans le Plan Marshall de crédit américain aux nations méritantes de l'Europe, invitées à reconstituer leur pouvoir d'achat face à la production de masse des U.S.A.

soit abolies sur le continent américain ; développement des échanges internationaux (sur ce point, il y a de sérieuses difficultés : crise des moyens de transport, et surtout crise des devises, tous les dollars dont disposent les pays nécessaires ayant été depuis longtemps rapatriés) ; développement dans chaque région des céréales indigènes ; collecte à la ferme, compte tenu des nécessités de consommation humaine et animale ; harmonisation des prix (il est bien temps !) ; institution d'un office de contrôle et de commercialisation des produits (un de plus) ; rationnement des animaux (1) ; limitation de l'utilisation des céréales dans les industries et de leur emploi dans la fabrication de boissons non-alimentaires ; allocations à la production ; encouragements aux rendements élevés ; primes à la mécanisation de l'agriculture ; enfin, uniformisation des rations dans tous les pays.

La tenue de la Conférence des Céréales est en rapport étroit avec la récente réunion du Conseil des Ministres, qui a eu pour objet la question du pain et de la viande. Le prix du blé a été fixé à 1.850 fr. le quintal et le pain à 22 fr. le kilo. M. Tanguy-Prigent nous a assuré que la hausse n'affectera pas l'existence des « économiquement faibles », car nous n'avons dit, le gouvernement prévoit une augmentation substantielle des salaires, des pensions, de la retraite des vieux et des allocations familiales.

● NOUS MANGERONS  
DU KARTOFFEL-BROD

Ce n'est pas le langage que nous tenons naguère le même Tanguy-Prigent comme défenseur de la prétendue « baisse des prix », mais les économistes du gouvernement n'en sont pas à une contradiction près. D'ailleurs, tout ceci n'est que du vent et n'augmentera pas notre ration de pain.

Si nos difficultés diminuent en ce domaine, ce sera plutôt grâce à la réputation que les économistes forts, et épreuves pour un nœud fait de tous les déchets indigestes que l'Etat peut tirer de ses greniers, et dont la solidité, au bout de 24 heures, est celle de la pierre de taille. Soigner sa gestricité au moyen d'un régime approprié à toujours été un luxe de riche, et ce n'est pas l'augmentation des salaires qui va nous faire changer quelque chose. Pour nous rendre l'espoir, les journaux nous assurent que la pulpe de pomme de terre n'est pas seulement utilisable pour le revêtement des routes, mais permet de composer un pain excellent. Si la patience du peuple ne se lasse point, nul doute qu'on ne finisse par lui faire manger le béton de la ligne Maginot et du Mur de l'Atlantique.

Telle est je pense, la morale à tirer de la Conférence des Céréales.

## Le statut de l'Algérie est l'affaire des Algériens

A la lumière des expériences d'Indochine, d'Indonésie, de Palestine, de Grèce, d'Irlande, des Pays de la Ligue Arabe, des Philippines, des Indes, des Gouvernements Quislings en Europe continentale, etc., il apparaît que nos parlementaires et nos gouvernants nous préparent en Algérie, des lendemains amers, par la répétition inépuisable des mêmes errements.

On a voulu octroyer des « libertés » à l'Algérie. Les libertés ne se donnent pas ; elles se prennent. On ne donne en pareil cas que ce qui est déjà perdu, ou sans valeur.

Bien plus, on a voulu retenir d'une main ce qu'on donnait de l'autre. C'est le système de tous ceux qui veulent conserver des serviteurs gratuits, en affranchissant leurs esclaves.

Que s'est-il passé au Liban, en Syrie, en Viet-Nam, en tous lieux où de prétendus « libérateurs » sont venus instaurer des « libertés », mesurées par eux à des populations réputées serviles.

Des « Etats autonomes » ont été constitués, au lieu de laisser à ces populations mêmes la possibilité de s'organiser socialement par la base, en fonction de leurs traditions propres et de leurs intérêts actuels.

Curieuse manière de concevoir « l'indépendance des peuples » ; mais c'est la seule que puisse admettre la politique, c'est-à-dire l'art d'imposer comme fondement à toutes les institutions humaines, la domination sanctifiée et sanctionnée de l'homme sur l'homme.

Donc, on a conféré à des organismes politiques plus ou moins « représentatifs », le principe de la souveraineté étatique.

Mais ce principe, n'est, en lui-même, susceptible d'aucune limitation. Il n'est pas la reconnaissance d'un rapport de fait ou de volonté, mais d'un monopole sacré, d'un tabou, fondé sur les rapports mystiques de l'Etat-providence avec la « Nation », elle-même supposée « une et indivisible ».

Parmi les attributions essentielles de l'Etat, comme personne morale destructrice de toute personnalité et de toute moralité, figure le droit exclusif de faire la « justice », la « paix », et la « guerre » ; c'est-à-dire de réunir dans ses mains le monopole de la police, de la diplomatie et de l'armée.

Ces attributions sont donc implicitement tolérées ou reconnues, à toute organisation étatique dont l'existence est reconnue ou tolérée par d'autres Etats. Mais la raison d'Etat exige d'autre part, en dépit de toute logique, que des « garanties » soient prises et maintenues sur le territoire des nouvelles Républiques et pour la défense de certains « intérêts ». En d'autres termes, les Etats des puissances concédantes ont cherché à maintenir en fonction, sur les territoires « libérés », leur police, leur armée et leur espionnage à eux.

Tout prétexte étant bon qui permet de renforcer ces détachements de « garantie » où pour ne pas les rapatrier ; tout prétexte étant meilleur encore, de les faire intervenir dans la vie intérieure des pays, sur le plan de la force, donc en marge des lois qui réalisent l'usage de la force par l'Etat national — il est évident que l'issue d'une pareille situation de dualité de pouvoir est la guerre, guerre civile et guerre étrangère à la fois, guerre exterminatrice et totale, jusqu'à ce que l'un des Etats en lutte (ou quelque troisième larron) se soit « définitivement » installé au pouvoir, en possession des leviers de commandement essentiels à tout gouvernement.

La seule issue à cet implacable réduction des pouvoirs rivaux à l'unité, c'est précisément la révolte des peuples contre tout système politique, contre tout monopole gouvernemental, révolte accompagnée de réalisations sociales suffisantes pour créer un système plus stable et plus équitable de relations humaines.

Ce n'est nullement dans ce sens — est-il besoin de le rappeler ? —

que s'orientent les partis dont les propositions seront soumises au Parlement en ce qui concerne le statut de l'Algérie.

Le gouvernement a préparé un projet qui considère toujours l'Algérie comme « Département français » ; les socialistes veulent en faire une « Collectivité territoriale » ; les communistes un « Territoire associé », et l'Union des Musulmans une « République associée ».

L'Assemblée Algérienne préconisée universellement par les divers projets, serait basée sur la fameuse recette du pâté d'alouettes, où il entrerait 50 % de viande de cheval à raison d'une alouette pour un cheval. Un nombre égal de Musulmans et d'Européens seraient admis à siéger, dans une foire aux paroles d'où ne jaillirait d'ailleurs aucune souveraineté réelle. Le projet socialiste prévoit même la dissolution de l'Assemblée par simple décret du ministre de l'Algérie au sein du gouvernement français.

Comment peut-on espérer, par des mesures de cet ordre, donner satisfaction à qui que ce soit ?

Il est certain que le chemin suivi jusqu'à ce jour par l'Etat français dans ses rapports avec les peuples de l'Empire, représente l'alliance de la sottise et de la canaillerie. Par aucun moyen, il n'était possible de rendre à la fois plus amères et plus stériles les hostilités entre colonisateurs et indigènes. De luttes sociales en conflits nationaux, et de conflits nationaux en haines raciales, l'aveuglement et l'inconscience devant les véritables problèmes ne font que croître de jour en jour.

Et il en sera ainsi, évidemment, tant que sera imposée, par les moyens que l'on sait, et aux pays que l'on sait, la « présence » non pas de la civilisation française, qui vaille que vaille, en vaut une autre et veut être aimée pour elle-même mais de l'Etat français — ce qui est, exactement, le contraire. A. P.

## La solidarité

NICE-MATIN nous donnait le 13 juin une bien bonne définition de la solidarité. S'en prenant aux grèves (tout en comprenant (sic), les revendications des masses exploitées), l'éditorialiste se lance dans une explication où il démontre que la baisse des prix a échoué, pour des motifs divers, qu'il nous cite. Si dans l'ensemble, les raisons données peuvent être admises, elles prouvent simplement que la baisse a été une fustimé, un mensonge volontaire. Je cite textuellement :

« La baisse des prix a été limitée au secteur industriel privé. Elle ne s'est pas étendue au secteur public où, au contraire, il a fallu procéder à des relevements de tarifs pour empêcher des déficits, ce que le budget ne peut supporter — de s'accroître démesurément. Surtout, elle est demeurée sans effet sur les prix agricoles. Le ravitaillement des villes demeure anarchique et c'est là, sans aucun doute, la raison principale du mécontentement populaire. »

Quel « Economiste », distingué ou non, a pu croire que de telle façon une baisse fût possible ? Tous ceux qui ont soutenu cette thèse, et en premier lieu Léon Blum, se sont fait les complices de ce mensonge destiné à tromper le prolétariat. Notons également le sens donné au mot « anarchique » dans cette phrase, qui se réfère nullement nous pense.

Puis, nous montrant qu'il est impossible d'incorporer les relevements de salaires dans le budget, où les marges bénéficiaires n'offrent plus une élasticité « suffisante pour les supporter », l'auteur poursuit :

« Il est, certes, très difficile de dire à qui incombe la responsabilité des grèves. Leurs auteurs pourraient bien consciemment la ruine des finances publiques et de la monnaie, dans un dessein révolutionnaire ».

« A quel parti, et cela va de soi, n'ose s'armer un tel propos, mais le seul fait de ne pas mettre en garde la classe ouvrière contre le péril que l'agitation sociale fait courir au redressement du pays est un crime contre la Nation. »

Voilà donc un aveu... Chercher la ruine de l'Etat, c'est un dessein révolutionnaire, qui nul parti ne songe à poursuivre ! Qui en pensent les lecteurs socialistes de Nice-Matin ? Mais si ce journalet ignore, nous nous faisons un plaisir de le renseigner. Il n'existe certes pas un « parti », mais des hommes décidés et conscients qui avouent ce but, qui ne vivent que pour sa réalisation. Ce sont les Anarchistes. Ce « crime » contre l'Etat (la Nation n'étant autre chose que

(Suite Page 2)











# le libertaire

## SYNDICALISME A.I.T. SYNDICALISME

### MÉCONTENTEMENT CHEZ LES POSTIERS

Le jeudi 17 juillet, une assemblée générale a eu lieu à Paris XIII<sup>e</sup> à l'issue de laquelle un vote à bulletins secrets donna le résultat suivant : pour la grève 458, contre 81, bulletins blancs 4, bulletin nul 1.

Les postiers de ce bureau, lassés des marchandages entre le gouvernement et l'U.G.E. et pour protester contre le retard apporté à donner une solution à leurs revendications ont décidé de passer immédiatement à l'action.

Un comité de grève fut aussitôt constitué par des camarades de la C.N.T., par des camarades minoritaires de la C.G.T., et par des non syndiqués.

Promesse avait été faite par tout le monde de se plier à la décision du vote ; mais, comme à l'habitude, les membres de la majorité C.G.T. se sont employés à faire échouer la grève par des moyens dignes de leur mauvaise cause.

Dans la soirée trois membres du Comité de grève considérés comme les principaux responsables, étaient appelés au bureau du Receveur. Là, le directeur du personnel leur intima l'ordre de faire cesser la grève, ordre accompagné de menaces de sanctions et d'intervention de la police.

Devant le refus de ces trois « responsables » qui considéraient qu'ils n'avaient pas d'ordres à donner à leurs camarades mais qu'ils avaient été nommés au Comité de grève pour exécuter la volonté du personnel, le receveur s'abandonna au bureau réussit, toujours sous la menace de sanctions, à faire reprendre le travail à quelques employés du service du guichet et du service du départ.

Devant cette situation le Comité de grève, aidé de camarades grévistes, décida de rester sur place pour faire respecter la volonté du personnel.

Dans la nuit du 17 au 18 quelques camarades du Bureau Central de Paris XIII<sup>e</sup> se rendirent à la gare du Nord pour faire un compte rendu de la décision prise à Paris XIII<sup>e</sup>.

Au vote, la grève fut décidée à l'unanimité moins deux abstentions.

Là aussi, les postiers se sont heurtés à un contrôleur principal qui tenta à plusieurs reprises de faire reprendre le travail par la menace de sanctions et l'intervention de la police.

On doit souligner la belle attitude d'un postier de ce bureau-gare qui déclara : « quoique n'approuvant pas la grève — qu'il se plierait loyalement à la décision de la majorité. Par contre, à Paris XIII<sup>e</sup>, le dénommé Léonard, prétendu minoritaire, tint le même langage que Calvet, majoritaire (tous deux étant d'ailleurs membres de la Commission Exécutive fédérale C.G.T.) et avec lui tenta de briser le mouvement de grève.

Or, vendredi, à 6 heures du matin, trois membres du Comité de grève de Paris XIII<sup>e</sup> se voyaient interdire l'entrée du personnel. Ils furent « suspendus » pour « provocation à la cessation du travail ». Cette sanction était infligée par M. le ministre socialiste des P.T.T. (voyez Constitution) !

Les trois sanctionnés restés dans le bureau invitèrent leurs collègues à respecter le vote et leur parole, faisant appel à leur conscience pour ne pas se laisser influencer par les menaces de sanctions ; mais ils durent se retirer et le travail reprit.

Ce beau résultat incombe principalement à deux camarades membres de la C.G.T. dont le secrétaire de la section, tous deux d'obédience stalinienne. Ils se firent les larbins de l'administration, les briseurs de grève et les jaunes — incitant leurs collègues à suivre leur triste exemple.

Au bureau-gare de la gare du Nord les postiers apprenant la sanction prise contre les trois camarades de Paris XIII<sup>e</sup>, décidèrent de continuer la grève tant que les sanctions ne seraient pas levées.

Dans d'autres bureaux des efforts furent tentés pour déclencher la grève de solidarité, mais partout l'appareil syndical de la Fédération postale collaborait avec les représentants de l'administration se dressa devant les postiers mécontents.

Que ces événements ouvrent les yeux à ceux qui pensent encore avoir un intérêt quelconque à lutter dans la minorité cégétiste !

Camarades postiers, comprenez-vous maintenant de quel côté se trouvent vos défenseurs ? Grâce aux adhérents et aux sympathisants de la C.N.T., un effort vient d'être tenté dans notre corporation. Et une fois de plus les dirigeants de la Fédération postale ont fait la preuve de leur incapacité et de leur mauvais vouloir à défendre les travailleurs, se faisant surtout les agents serviles de ceux qui les exploitent.

Seul un syndicat indépendant de toute influence politique permettra à la classe ouvrière de se débarrasser définitivement de ceux qui viennent à ses dépens.

Camarades postiers, rejoignez la C.N.T. où est constituée la Fédération des P.T.T. !

P. S. — Contrairement à ce qui a été dit dans la presse, le C.A.S. ou Fédération autonome ainsi que les Trotskyistes sont étrangers à l'origine de cette grève.

### EN BELGIQUE

### Lutte de places ou...

MALGRE le désir de la bureaucratie réformiste de ne gêner et rien à l'œuvre de repliement du régime bourgeois, menée par les divers gouvernements de coalition, le mécontentement ouvrier s'est fait jour en Belgique et des grèves ont éclaté dans les grands centres industriels, forçant la main aux partisans de la « latinité ».

Devant cette vague de fond, la F.G.T.B., centrale syndicale belge équivalente à la C.G.T. française (à cette différence près que la direction est en majorité social-démocrate) a tenu précipitamment son Congrès confédéral.

Signalons ici la vigoureuse intervention du militant syndicaliste Jean De Boé, parlant au nom du Syndicat unifié du Livre de Bruxelles. Elle rassemble les principales critiques ouvrières adressées à la politique de blocage des salaires et dénonce la faillite d'une expérience de « baisses des prix » qui précède celle de M. Blum et lui servit d'exemple. La presse belge a évidemment réduit au minimum le compte rendu concernant l'exposé du représentant syndicaliste du Livre. Et pour cause.

Nous en analyserons cependant les passages essentiels : l'orateur pose en termes lucides les grandes caractéristiques de la situation belge, et mondiale. Une révolution internationale a été manquée, celle qui aurait pu mener de front avec la libération, l'abolition de toute exploitation de classe.

La situation actuelle exige, non pas les « sacrifices » que le prolétariat peut consentir à une révolution, mais les revendications intransigeantes qu'il doit poser. Il s'agit d'empêcher la contre-révolution de se stabiliser sur les bases d'exploitation et d'oppression sociale qui demeurent malheureusement intactes.

L'avortement d'une révolution économique et sociale, soit pendant, soit après la guerre, entraînerait évidemment la restauration du capitalisme. Et cette restauration « nécessaire » le sacrifice des intérêts des travailleurs au profit de l'économie capitaliste. Cela est si évident que depuis la libération, toutes les formules préconisées par le capitalisme financier et industriel ont été acceptées et appliquées par des gouvernements de coalition politique où le prolétariat était largement « représenté ».

La politique de blocage des salaires est une des formules essentielles préconisées par le capitalisme. Elle a été élaborée durant la guerre dans une ambiance de patriotisme et de solidarité nationale. Tout esprit de classe était banni, sur faire place à la collaboration.

Collaboration pour quoi ? Pour le redressement de l'écono-

## Les croient encore à la C.G.T.!

NOMBRE de travailleurs ont refusé de prendre leur carte 47 de la C.G.T. ou ne paient plus leurs timbres. Parmi ces salariés, les plus clairvoyants ont rejoint la jeune C.N.T., mais trop nombreux sont ceux qui attendent. Ils attendent... que la C.N.T. soit devenue puissante sans eux. Alors, ils donneront leur adhésion. Fort heureusement, les événements les conduiront à choisir plus vite.

Mais, en dehors des tièdes, des peureux qui hésitent, et des moutons qui continuent à adhérer à la « plus forte » centrale, il existe des ouvriers révolutionnaires, assez nombreux, qui croient encore à la C.G.T.

Politique d'union sacrée, opposition aux grèves, intégration dans l'Etat, alliance avec les partis réformistes (socialiste et communiste), rien n'a pu jusqu'ici leur ouvrir les yeux.

Ces jours-ci, la C.G.T. vient de donner la mesure de son embourgeoisement.

Il n'est pas le fait qu'elle traite avec le patronat qui soit à relever, car de telles conversations peuvent être une forme de lutte ou l'aboutissement de l'action directe. Mais c'est dans la forme cordiale des entretiens (Jouhaux serrant les mains de Villiers, représentant le Patronat, sous le sourire béat de Frachon) et leur teneur qui con-

sacrent définitivement l'aplatissement de la C.G.T.

Parmi les accords intervenus, soulignons qu'il a été convenu d'examiner le problème général des prix pour une remise en ordre qui assurerait à tous les industriels et commerçants un bénéfice normal en supprimant les profits exagérés.

De quel se moque-t-on, sinon des travailleurs ? MM. du Bureau Confédéral seraient bien aimables de nous indiquer où se terminent les bénéfices normaux. La C.G.T. admet donc, aujourd'hui, la légitimité du bénéfice capitaliste. MM. Thorez et Falon, docteurs en marxisme stalinien auront du mal à nous expliquer qu'il y a là une forme nouvelle de la lutte des classes !

Mais, allons plus loin :

« Dans le cadre des lois existantes, la C.G.T. ne conteste pas l'autorité du chef d'entreprise ».

« 6° La C.G.T. et le C.N.P.F. rechercheront en commun les méthodes de travail permettant d'augmenter la production et le rendement sans mettre en péril la santé des travailleurs ».

« Les travailleurs bénéficieront directement de primes chaque fois que par leurs efforts ils auront porté la production à un niveau plus élevé ».

« 7° La C.G.T. et le C.N.P.F. reconnaissent la nécessité de défen-

dre la monnaie et d'alléger et d'équilibrer le budget de l'Etat comme le préconise le plan Monnet ».

Ainsi, la C.G.T. reconnaît le cadre des lois, l'autorité du patron, continue à faire sienne la politique de la prime de rendement et s'inquiète du sort de la monnaie !

Par ailleurs, elle veut améliorer le budget de l'Etat et appliquer le plan Monnet.

Y a-t-il un parti de droite, une ligue réactionnaire qui refuserait ce programme ?

Qu'est devenu le syndicalisme révolutionnaire de la C.G.T. 1906, qui lutta contre l'Etat et le Patronat au lieu de s'y rendre avec eux comme le fait l'actuelle C.G.T. sur le dos de la classe ouvrière ?

Le véritable syndicalisme lutte de classes ne vise qu'à détruire le patronat et l'Etat. Il ne se soucie ni du budget de l'Etat ni du plan Monnet de reconstruction du capitalisme. Il combat pour la révolution en défendant pied à pied les intérêts des travailleurs.

Le syndicalisme révolutionnaire ne demande pas « une juste répartition du revenu national » comme il est dit dans le préambule de l'accord C.G.T.-C.N.P.F. car cela la C.G.T. reconnaît la part du capital. Au contraire, le syndicalisme doit parler de distribution des richesses produites, sans qu'une

part soit réservée à la propriété privée qu'il combat.

La C.G.T. n'essaie pas de combattre le patronat. Elle se contente de combattre les intérêts de la classe exploitée derrière un masque hypocrite d'ouvriérisme.

La C.G.T. a été la hiérarchie des salaires, la prime au rendement, l'avortement de grèves isolées à dessein, l'entente cordiale avec le patronat.

Quel chemin parcouru — en arrière — depuis 1936 ! — La C.G.T. c'est au plus du travailisme, du syndicalisme de réforme à la petite semaine. Encore, dans ce domaine est-elle beaucoup moins forte que les syndicats réformistes anglais !

Les responsables de cette dégénérescence sont aussi bien des bonzes arrivistes à la Jouhaux, les dégonflés à la Botheau, à la Bouzanquet, à la Deniau, que les machavéliques staliniens. Et tous ceux qui aujourd'hui restent à la C.G.T. par paresse, par sentimentalité (et quelle sentimentalité !) ou parce qu'ils croient à une reconquête, sont complices de l'immense trahison.

Le syndicalisme ne vit aujourd'hui que dans la C.N.T.

Travailleurs cégétistes, il n'est plus permis de persévérer dans l'erreur.

GEORGES.

### APRÈS LA GRÈVE DES USINES CITROËN

A grève des usines Citroën est terminée. Les lecteurs de notre journal n'ont certainement pas été sans remarquer les réserves de notre page syndicale au sujet de ce conflit.

Il faut nous en expliquer.

Oui, les travailleurs de chez Citroën ont eu raison de se mettre en grève pour obtenir une augmentation de salaire. Comme tous les travailleurs, nous avons ressenti une certaine tristesse devant l'accord qui a permis la reprise du travail, car cet accord a été sur certains points un échec pour les travailleurs ; et ces points, qui n'ont pu être obtenus par les gars de Citroën et Delaunay, sont également ceux sur lesquels ont buté les autres travailleurs de la métallurgie. Les plus importantes de ces revendications non obtenues sont certes : l'indemnisation des journées de grève, l'obtention des 10 francs d'augmentation.

Comment a-t-il pu se faire que cette corporation de la métallurgie, dont les usines ont tour à tour passé à l'action, n'ait pu obtenir de satisfactions plus larges ? C'est incontestablement parce que toutes les « toiles » ont engagé le combat en ordre dispersé, sans aucune coordination.

Et c'est là qu'intervient non seulement la responsabilité du Syndicat des Métaux et de la Section syndicale de l'Usine Citroën, mais également celle de tous les travailleurs de cette usine. Nous le disons nettement, mais parce que nous ne trouvons pas bon que sous des prétextes politiques ou électoraux, on flatte constamment une classe ouvrière qui peut commettre des erreurs et qui doit les analyser sans faiblesse si elle veut accomplir le cycle qui l'amènera à sa libération.

L'erreur première, profonde, irréparable, des travailleurs de chez Citroën, c'est de ne pas avoir su secourir le jour des politiciens sur la grève syndicale au moment où se déclenchait le conflit Renault. Malgré les exhortations des militants syndicalistes révolutionnaires travaillant à l'usine, malgré les délégations du Comité de Grève de chez Renault, les travailleurs de chez Citroën ont refusé de se joindre au mouvement.

A cette époque, les politiciens communistes torpillaient la grève Renault, et sentaient le danger qu'elle représentait l'extension de ce mouvement à l'usine Citroën. Ils ont tout fait pour l'empêcher et ils ont réussi.

Les travailleurs de chez Citroën ont eu tort de pratiquer cette grève bâtarde qui est la grève perdue, qui ne servit qu'à les user (sans d'ailleurs empêcher la grève totale qu'ils voulaient éviter et qui a eu inévitablement lieu, mais dans des conditions telles que seule une défaite pouvait en être la conclusion).

Le résultat de ces erreurs, ils peuvent maintenant les mesurer :

Une augmentation dérisoire.

Le paiement au « chômage » des journées perdues à la suite de la grève de l'Air Liquide.

Et malgré les mensonges des fossoyeurs des luttes ouvrières, les journées de grève restent à la charge des travailleurs.

Les « bonzes » de la rue Pierre-Timbaud, sentant la colère des ouvriers de chez Citroën, ont annoncé que pour plus de trois semaines de lutte, le Syndicat verserait quelque 500 francs à chaque ouvrier, afin d'indemniser les journées perdues. C'est ce que ces messieurs appellent « un résultat ».

Ils ont certes, tous ces politiciens, une responsabilité écrasante dans l'échec du conflit, mais cette responsabilité n'atténue en rien la vôtre, camarades de chez Citroën.

En laissant battre vos camarades de chez Renault (qui eux, ont tout de même obtenu 1.500 francs d'indemnisation pour les journées perdues), vous avez eu la coction de dernière heure, vous venez d'être battus.

C'est une leçon douloureuse qui, nous l'espérons, portera ses fruits.

C'est une chose qu'il fallait dire et que seul le LIBERTAIRE pouvait dire, non pas malgré la sympathie fraternelle qui nous unit à vous, mais au nom de cette sympathie elle-même.

JOYEUX.

### EN BELGIQUE

### ... lutte de classes ?

mie nationale ? L'économie nationale est une fiction ; la réalité, c'est l'économie capitaliste.

Les mêmes puissances d'argent qui nous ont affamés à tant la guerre, et vendus ensuite à l'occupant, dirigent et ont dirigé aujourd'hui de larges profits. Ils souffrent, ce sont les mêmes que ceux qui souffraient avant la guerre : les travailleurs. Rien de changé. La guerre et toutes ses horreurs n'ont été que de simples parenthèses qu'il fallait fermer au plus vite. Les puissances d'argent n'ont renoncé à rien.

Comme avant, elles jouissent largement de toutes les richesses de la terre. Pour elles, il n'y a pas eu de pénurie ni de sacrifices, et il n'y en aura pas.

Evidemment, elles ont dû faire certaines concessions, tout au moins d'apparence. Elles ont accepté le partage du pouvoir. C'est-à-dire que, ayant acquis la certitude que leurs adversaires naturels étaient d'accord pour rétablir l'ordre ancien, elles leur ont laissé le soin d'en prendre la responsabilité devant la nation. Cette confiance n'a pas été déçue, et les mots d'ordre du capitalisme ont été appliqués. Les résultats sont tangibles, les bilans des sociétés anonymes sont là pour l'attester.

La revendication principale du mouvement syndical, « dans une période non révolutionnaire d'illusions » : l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs.

Cette revendication a une double portée : 1) accroître le bien-être des travailleurs, sans tenir compte de la possibilité de l'efficacité de l'organisation syndicale et du dévouement des militants à leurs intérêts immédiats, et du fait que le mouvement syndical peut se développer en profondeur et en étendue, il doit avant tout gagner la confiance de la classe ouvrière.

En période révolutionnaire, ajoutait De Boë, la syndicalisme peut négliger les revendications immédiates de « bien-être » au profit de la défense générale des « libertés » et faire passer avant tout la consolidation des grandes acquisitions prolétaires.

Nous sommes d'accord sur ce point, pourvu que les dérogations exceptionnelles consenties n'entraînent aucune abdication des militants de la base entre les mains des « chefs ». Les ouvriers trimant à l'atelier ou combattant au front ne doivent jamais sacrifier leur bien-être et celui de leur famille au confort des organisations portant le revolver de l'officier ou la serviette du bureaucrate. Si des sacrifices sont consentis, c'est aux dirigeants à montrer l'exemple.

Nous ne croyons pas, à vrai dire, qu'ils l'aient jamais fait autrement que contraints et forcés par la vigilance soupçonneuse des « sans grade ».

### F. A.

### Fédération Anarchiste

Permanence tous les jours de 9 à 12 heures et de 14 à 19 heures sauf le dimanche

### PREMIERE REGION

Nous avons des groupes ou correspondants dans les départements du Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, Ardennes, Seine-et-Marne. Pour entrer en relation, écrire à Galet, 5, rue des Myosotis, Lille.

Lille. — Réunions les samedis, de 18 à 20 h. lieu habituel. Préparation congrès. Valenciennes. — Permanence tous les dimanches de 14 à 19 h., café du Colombo, Croix d'Anzin.

### 2° REGION

Paris XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup>. — Réunions tous les jeudis, 20 h. 30, café, 170, fg. St-Antoine. Paris XIII<sup>e</sup>. — Réunions tous les vendredis, 20 h. 30, 32, rue Renault.

Paris XVI<sup>e</sup>. — Réunions les lundis, 21 h. 45, rue du Docteur-Roux. Aulnay-sous-Bois. — Réunions les 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> samedis, 20 h. 30, café de l'Arrivée, Asnières. Réunions les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> jeudis, 20 h. 30, café-tabac, place de la Comédie.

Biano-Mesnil. — Réunions les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> samedis, 20 h. 30, café Tournoux, face au stade. Carrières. — Réunion le 1<sup>er</sup> dimanche, 16 h. 30, salle des Corporations, mairie. Courbevoie. La Gare, Neuilly, Puteaux et Suresnes. — Réunions les 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> lundis (et non jeudis), à 21 h., 38, rue de Metz.

Montreuil. — Bagnol. — Réunions les mercredis, 20 h. 30, café du Grand-Cerf, 171, rue de Paris. Vespallies. — Réunion dimanche 27 juillet à 10 heures, café « Le Soldat », 8, place Charlot.

### 3° REGION

Les camarades habitant les départements du Haut-Rhin, Bas-Rhin, Moselle, Meurthe-et-Moselle, Vosges, etc., sont priés de s'adresser à : Lib, qui transmettra.

Reims. — S'adresser à R. Gérard, 14, rue J.-Bussot. Appel est fait aux sympathisants et militants des départements de l'Ouest pour la constitution de nouveaux groupes. Ecrire à Le Lam Auguste, 7, rue Levot, Brest.

Brest. — Réunions les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> mercredis, 20 h. 30. Nantes. — Réunions les vendredis, de 18 h. 30 à 20 h. 30, rue Jean-Jaurès.

### 4° REGION

Sens. — S'adresser à Praz Gilbert, 188, rue d'Alsace-Lorraine. Ouverture d'une bibliothèque sociale, pour tous renseignements, écrire à Raymond Félix, 18, rue de l'Ecrivain à Sens (Yonne).

### 5° REGION

Blom. — Appel est fait aux libertaires jeunes et adultes, des membres du régime L.A.J. désirant se consacrer au mouvement anarchiste. S'adresser à R. Vivier. Une correspondance avec lui est prévue pour une date prochaine.

Grenoble. — Permanence le mercredi 20 h. 30, bar de l'Expo, rue de Strasbourg. Lyon (Groupe Libre-Examen). — Permanence tous les samedis de 18 à 19 h. et les dimanches matin de 9 h. à 11 h. 30 au siège, 60, rue Saint-Jean. Les camarades sont invités à venir régler leurs cotisations.

Lyon-Vaise (Groupe Germain). — Prochaine réunion du groupe jeudi 21 juillet à 20 h. 30, café Luloz, place de Valmy (petite salle).

Saint-Etienne. — Permanence les jeudis, 20 h. 30, rue de la Barre, au fond de la cour. Appel est fait aux camarades de la région pour constituer groupes locaux.

Saint-Fons. — Reconstitution ou groupe, s'adresser à Novéro, 11, rue Pasteur, qui convoquera.

### 10° REGION

Toulouse. — Groupe « Bien-être et Liberté », 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> samedis, 21 h. 4, rue de Belfort (de 400). Groupe « P. Pelouze », 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> vendredis, 21 h., café des Sports, 2<sup>e</sup> et de Strasbourg.

Béziers. — Causeries-discussions tous les mercredis (sauf le dimanche) de 18 h. 30 à 20 h. 30, café Continental, allée Paul Riquet.

### 12° REGION

Avignon. — Réunions les lundis, 20 h. 30, Bar du Malais. Cannes. — Réunions les mardis, 21 h., arrière-salle des « Juilils », 33, rue Mimmi (Par l'impasse).

Marseille. — Permanence, 12, rue Pavillon, 2<sup>e</sup> étage, de 18 à 19 h. 30, tous les samedis ; trésorerie.

Toulon. — Permanence tous les jours, 18 à 20 h., chez Diné Gabriel, 86, rue Augustin-Daumas.

### RÉUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

### Fédération Anarchiste

### PREMIERE REGION

● LILLE, DUNKERQUE, AMIENS

Les 18, 19 et 20 août LOUVET

« Au bord du gouffre : Paix, Guerre ou Révolution ? »

### DEUXIEME REGION

● PARIS-XXII<sup>e</sup>, Café « Le Balagny », 79, avenue de Saint-Ouen

Le vendredi 25 juillet, à 20 h. 30

MARIANO

« Les critiques de la société capitaliste et les solutions anarchistes »

### QUATRIEME REGION

● FONTENAY-LE-COMTE, Salle municipale

Le mardi 29 juillet, à 20 h. 45

Aristide LAPEYRE

« Le double jeu de l'Eglise » (De Jésus à de Gaulle et Cie)

● LA ROCHELLE, Salle de l'Oratoire

Le mercredi 30 juillet, à 20 h. 45

Aristide LAPEYRE

« Toute autorité vient de Dieu » (Saint Paul) Or... Dieu n'existe pas !

### CINQUIEME REGION

● SENS, salle de la cantine scolaire

Le dimanche 27 juillet à 15 heures

Un orateur de la F.A.

« Les Anarchistes et les problèmes actuels. »

### HUITIEME REGION

● LYON, Brasserie de « l'Etoile », (1<sup>er</sup> étage)

Le mercredi 6 août, à 20 h. 30

Maurice JOYEUX

« Les Anarchistes devant les problèmes actuels. »

### DOUZIEME REGION

● MARSEILLE. Renseignements et inscriptions, 12, rue Pavillon 2<sup>e</sup> étage)

Le dimanche 3 Août

Grande ballade champêtre

Aux Carmoines : partie artistique assurée

### C. N. T.

### TREIZIEME UNION REGIONALE

● CORBEHEM (Pas-de-Calais)

Le dimanche 3 (ou 10) août, à 15 heures

JUHEL